

# *RAPPORT DE RECHERCHE*

COMITÉ : Conseil Economique et Social

PROBLÉMATIQUE 1 : Restaurer la stabilité économique et sociale dans les zones post-conflit.

PRÉSIDENTS : Paul Curtil, Daniela Pusceddu

---

## *Restaurer la stabilité économique et sociale dans les zones post-conflit*

### **INTRODUCTION**

Depuis de multiples années, des conflits religieux, économiques, militaires dévastateurs ont fait surface laissant désormais face à de nombreux problèmes économiques et sociaux. De ce fait, le désarmement est l'un des principaux objectifs à atteindre afin d'améliorer la vie économique et sociale des pays en situation de post-conflit. En effet, les régiments militaires complexes qui suivent le post conflit se construisent difficilement, surtout après des guerres ayant impliquées des milices, ou des groupes armés informels. Ces objectifs sont pris en charge par des processus de Démobilisation, de désarmement et de réinsertion (DDR) et de sécurisation. Ils ont été mis en place par les Balkans [Özerdem, 2003] dans l'Afrique centrale. Certes nécessaires, ces gros projets largement financés par les institutions internationales, posent de multiples problèmes. En effet, les aides tendent à être centrées sur les ex-combattants plutôt que sur les victimes. Dans bien des cas, les situations de post-conflit se caractérisent par des stratégies pacifiques du retour de l'État, parfois dans un cadre international.

### **MOTS-CLÉS**

**Post-Conflict** : Situation dans un pays qui suit un conflit laissant des impacts sur la population

**Régions post-conflit** : territoires qui étaient auparavant en conflits militaires. L'ONU définit le mot "post conflit" comme un modèle idéal de transition après une guerre avec la coopération des institutions internationales, de l'Etat, du privé et du publique pour rétablir la paix de manière durable.

**Construction de la paix** : La consolidation de la paix implique une série de mesures visant à réduire le risque de déchéance d'un conflit en renforçant les capacités nationales à tous les niveaux de conflit, et d'instaurer les bases d'une paix et d'un développement durable. Les stratégies employées doivent être cohérentes et adaptées aux besoins spécifiques du pays concerné, sur la base de l'approbation nationale.

**Reprise après le conflit** : Le relèvement après un conflit comprend la réalisation d'une stabilité socio-économique, y compris restaurer la sécurité citoyenne et sociétale, assurer la sécurité alimentaire, restaurer les abris, les systèmes de santé et d'éducation, ainsi que la reconstruction des infrastructures physiques, créer des emplois, ouvrir les marchés, rétablir les systèmes prudeniels, dont le but est de surveiller et d'améliorer le système des institutions bancaires et financières.

**Réhabilitation sociale** : Lorsqu'un pays est dans une situation de post-conflit, post-guerre, les connexions sociales sont l'élément clé pour une bonne réhabilitation. De ce fait, un pays en situation de post-conflit visera à atteindre une stabilité sociale notamment en regagnant la confiance et la motivation de ses citoyens.

**Stabilité économique** : La stabilité économique comprend un système d'import-export fonctionnel, avec lequel le pays fait du commerce avec d'autres nations afin de fournir à sa population les ressources nécessaires ainsi que d'autres produits. Le pays doit également disposer d'un système de financement approprié. De plus, la stabilité économique implique une stabilité du pouvoir, des institutions et bien sûr le droit d'accéder aux fonds et aides économiques de la population ou de l'Etat.

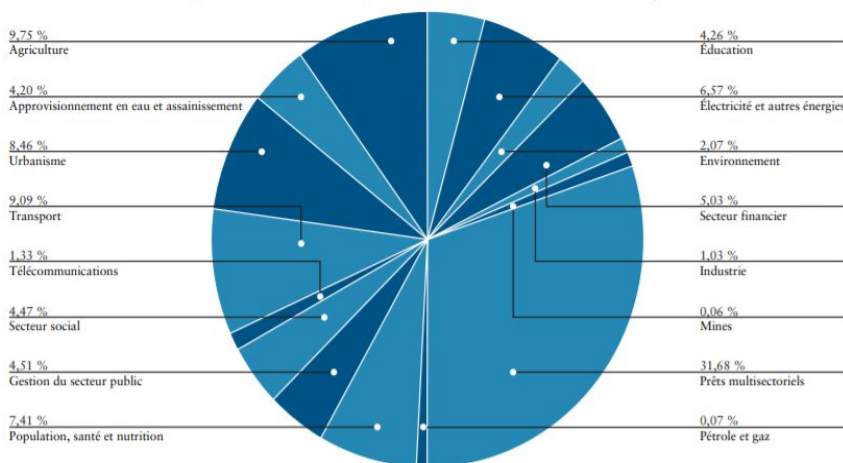
**Capital territorial**: Le capital territorial est un terme utilisé pour résumer, sur le plan de la géographie, les six formes de capitaux qui existent dans n'importe quel territoire : 1) humain, 2) naturel, 3) physique, 4) institutionnel, 5) économique, et 6) capitaux sociaux. Ces catégories de capitaux représentent la liste des capacités, biens, produits, et ressources devant être reconstitués ou réactivés pour fonctionner normalement afin de stimuler la relance économique.

**Politiques macroéconomiques**: Ces politiques agissent à l'échelle mondiale, permettant aux pays de faire converger leurs différents programmes économiques afin d'éviter les conflits d'intérêts pour permettre un développement commun

## APERÇU

### RECONSTRUCTION ÉCONOMIQUE

Figure 1 : Prêts à la reconstruction des pays sortant d'un conflit, par secteur, 1977-97  
(Volume total des prêts : 6,2 milliards de dollars)



Le domaine où l'aide de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) est la plus notable est la stabilisation macroéconomique. C'est généralement la Banque qui assure une bonne partie du financement des programmes destinés à couvrir les besoins d'importation généraux et, dans la plupart des pays étudiés, les séries de mesures monétaires et de stabilisation budgétaire négociées par les institutions de Bretton Woods avec les gouvernements ont contribué de manière décisive à la réduction de l'inflation à la

*Research Report*

sortie des conflits. La Banque a apporté un soutien vigoureux et efficace à la reconstruction de l'infrastructure physique, même si son action dans ce domaine a été moins systématique qu'en matière de politique macroéconomique. Un des problèmes propres aux pays sortant d'un conflit concerne les opérations de déminage. Bien que de solides raisons économiques et humanitaires justifient ces travaux, il ressort de l'étude de l'OED (Office of Economic Development) que la Banque ne paraît pas avoir d'avantage comparatif dans ce domaine si le projet consiste uniquement en travaux de déminage.

### RECONSTITUTION DU CAPITAL HUMAIN ET SOCIAL

La BIRD renforce son appui à la démobilisation et à la réinsertion des anciens combattants dans l'économie et la société civile, ainsi que de prendre diverses mesures d'aide à la reconstitution du capital social — qu'il s'agisse de renforcer les institutions permettant de gérer les affaires publiques, de rétablir un climat de confiance ou de promouvoir la participation de la société civile. La Banque a en outre officiellement lié les considérations de corruption à la conditionnalité afin d'avoir une meilleure gestion des services sanitaires ainsi que d'autres institutions publiques. En revanche, nous constatons que les questions de parité hommes-femmes ne sont pas prises en compte dans le portefeuille d'opérations post-conflit.

### POLITIQUES MACROÉCONOMIQUES

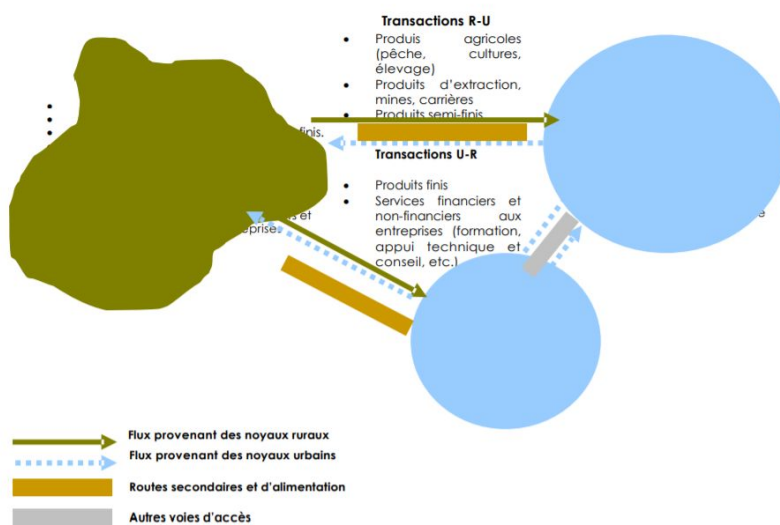
Minimiser le risque de reprise des hostilités doit être une préoccupation essentielle de la politique macroéconomique et du relèvement économique. En reconnaissant ce point crucial, les régimes macroéconomiques et budgétaires doivent s'attacher à relancer l'économie et à créer des emplois, tout en se montrant particulièrement attentifs à l'impact de ces politiques sur les inégalités entre les communautés et les régions. Dans les conditions post-conflit, il est important que la croissance soit inclusive et fondée sur une large base afin de ne pas aggraver les tensions sociales. Le soutien extérieur et l'aide publique au développement (APD) peuvent fournir l'espace vital nécessaire à la première étape du processus de relèvement, en particulier par un allègement anticipé et plus important de la dette. Cette APD doit cependant être utilisée d'une manière adaptée aux besoins et aux conditions spécifiques du pays bénéficiaire.

### RELÈVEMENT ÉCONOMIQUE LOCAL

Dans les contextes post-conflit en milieu urbain et rural, le Relèvement économique local est une approche basée sur une relance des activités économiques affectées, qui elles, aboutissent à un accroissement du taux d'emploi. Le REL agit par le biais des efforts consentis délibérément pour susciter des initiatives spontanées positives, en relançant les

marchés perturbés et en supprimant les obstacles qui nuisent à leur fonctionnement normal. Il se base sur la promotion de l'utilisation optimale des ressources et opportunités locales, par exemple, en facilitant la participation locale, en intensifiant le travail et en encourageant l'approvisionnement local en biens et services. En créant des emplois temporaires dans le court terme et en améliorant les performances économiques et le marché du travail à moyen terme, le REL

Figure 2 Représentation des flux économiques entre les noyaux ruraux et urbains



assure la promotion de la réconciliation au sein des communautés touchées et l'autosuffisance des groupes affectés.

### CRÉATION D'EMPLOIS ET DE REVENUS APRÈS UN CONFLIT

Après un conflit et le retour à une situation de paix, un des autres enjeux est l'intégration des populations et leur retour à la vie sociale. En effet, le conflit ayant potentiellement détruit un grand nombre d'infrastructures sources de revenus et d'emploi pour les populations (Hôpitaux, écoles...), la reconstruction de ces dernières est nécessaire. Pour cela, le plus

Figure 6 Relation entre les moyens de subsistance productifs et l'emploi



prolifère serait d'embaucher les populations locales en quête d'un emploi, pour améliorer leurs conditions et leur permettre de survivre. Malgré tout, cela implique aussi la nécessité de les former dans certains secteurs, puisque tous les habitants ne sont pas forcément

qualifiés pour faire toutes les activités. C'est ici qu'apparaît l'importance de l'éducation, et donc d'éventuelles interventions de la communauté internationale dans ce secteur (par L'UNICEF par exemple).



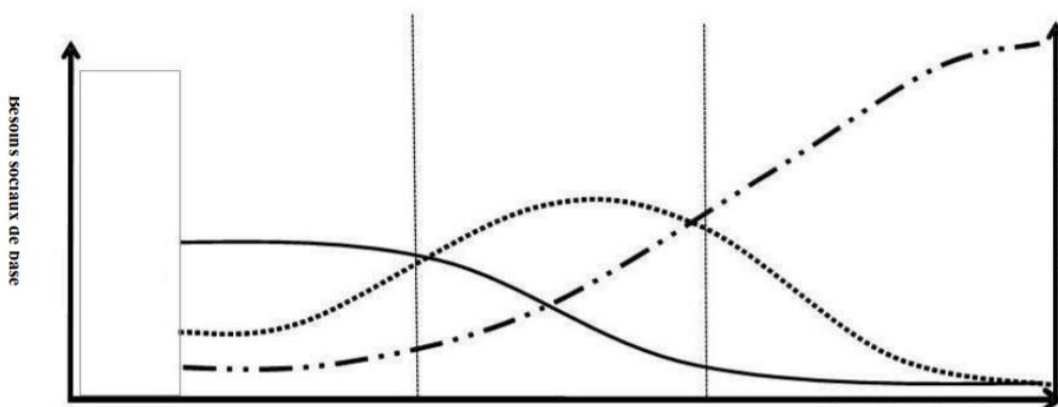
### UN PROGRAMME SUR TROIS AXES SIMULTANES (Les courbes illustrent l'intensité des programmes)

**Négociations de Paix**  
Accord de Paix  
Pré-évaluations  
Projets pilotes

**Stabilisation**  
Paramètres de Paix, sécurité, aide  
Relèvement rapide  
Groupes-cible groupes touchés par le conflit

**Réinsertion**  
Réconciliation, Paix  
Régénération, Equité, Relèvement  
Dividendes de paix rapides  
Communautés locales d'accueil.

**Transition**  
Croissance durable  
Activer environnement économique  
Justice sociale  
Echelle Nationale



Courbe A- Stabiliser la création d'emplois et de revenus d'urgence  
Courbe B- Reprise économique locale pour emploi et réinsertion  
Courbe C- Création d'emplois durables et travail décent.

consolidation de la paix.

## PRINCIPAUX ACTEURS INTERNATIONAUX

## **PNUD**

Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a entrepris une évaluation stratégique pour faire le point sur les situations d'urgence complexes et extraire des informations pour améliorer la capacité de réponse de l'organisation. Les termes de référence (TDR) pour l'exercice ont identifié la réintégration des personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI), rapatriées et ex-combattants comme principal domaine d'intervention. Le PNUD joue un rôle majeur en soutenant les pays en réhabilitation. Ce programme aide également les pays à travers par exemple, la restauration des moyens de subsistance, les abris ainsi que des capacités gouvernementales.

## **BANQUE MONDIALE**

La Banque mondiale est une institution financière internationale, qui s'occupe en tout premier lieu de la lutte contre la pauvreté dans le monde. Face à des situations de crise qui tendent à se prolonger, avec des effets délétères pour les habitants et les économies, le Groupe de la Banque mondiale présente une stratégie dédiée aux situations de post conflit, dans laquelle, pour la première fois, il déploie de manière systématique une panoplie complète de financements provenant des pays membres utilisés pour rétablir l'éducation, les infrastructures... et d'expertise dans le but de relever ces défis à la fois dans les pays à faible revenu et dans ceux à revenu intermédiaire.

## **PEACEBUILDING SUPPORT OFFICE**

Le Bureau d'appui à la consolidation de la paix (PBSO), créé au sein de l'ONU, contribue à maintenir la paix en encourageant le soutien international aux efforts de consolidation de la paix gérés et dirigés au niveau national. Le Bureau assiste et soutient la Commission de consolidation de la paix (PBC), gère le Fonds pour la consolidation de la paix (PBF) au nom du Secrétaire général et s'emploie à renforcer la cohérence à l'échelle du système et les partenariats avec les acteurs onusiens et non onusiens à l'appui de la construction et du maintien de la paix dans les pays concernés. Le Bureau comprend le Service d'appui à la Commission de consolidation de la paix, le Service de la stratégie de consolidation de la paix et des partenariats et le Service du financement de la consolidation de la paix.

## **INTERPEACE**

Interpeace est une organisation internationale de consolidation de la paix indépendante et stratégique partenaire des Nations Unies, dont son siège social se situe à Genève. Cette approche contribue à la construction d'une paix durable grâce à des processus de changements inclusifs et nationaux. Leur aspect distinctif est leur approche de renforcement des capacités au sein des sociétés à gérer les conflits sans recourir à la violence ou coercition. La consolidation de la paix est menée et maîtrisée au sein d'une société afin que le travail se réalise exclusivement avec des équipes nationales dans des pays d'Afrique, d'Asie, d'Amérique centrale, d'Europe et Moyen-Orient. Ils soutiennent les initiatives de consolidation de la paix dans des pays tels que : Belize, Burundi, Costa Rica, Chypre, El Salvador, Guatemala, Guinée-Bissau, Honduras, Israël, Libéria...

## **L'ÉTAT**

Après un conflit, le relèvement et le rétablissement des fondations de l'État lui-même sont une priorité, en particulier parce qu'un État opérationnel est essentiel à la consolidation de la paix. Parmi les besoins clés en matière de gouvernance et d'institutions qui apparaissent indispensables pour l'United Nations Development Programme Bureau for Crisis Prevention and Recovery (BCPR), laquelle renvoie à l'acteur de peacebuilding office, la reprise économique ainsi que la consolidation de la paix, l'État assure un rôle majeur dans la restauration d'un véritable contrôle des finances publiques par le gouvernement, la reconstitution des mécanismes de supervision et de responsabilité, l'amélioration de l'administration publique professionnelle et la reconstruction des mécanismes et des institutions politiques inclusives et représentatives. Le nouvel État doit également affirmer



son efficacité en rétablissant sa capacité à administrer les processus sociaux, politiques et économiques ainsi que sa capacité à faire respecter la sécurité des individus et des communautés. Une absence durable de sécurité ne peut en effet que nuire gravement au relèvement et au développement économiques.

Cependant, l'erreur commune faite par les Etats, et garder la principale des richesses du pays et le pouvoir au sein d'une faible partie de la population, il faut donc veiller à la division de pouvoir d'achat et au maintien d'une démocratie.

## CHRONOLOGIE

### 1920

Premier effort international pour réhabiliter la situation de post-conflit en Autriche, mené par la Ligue des Nations.

### Novembre 1965

fondations du PNUD pour aider les pays en développement et à diminuer la pauvreté dans le monde.

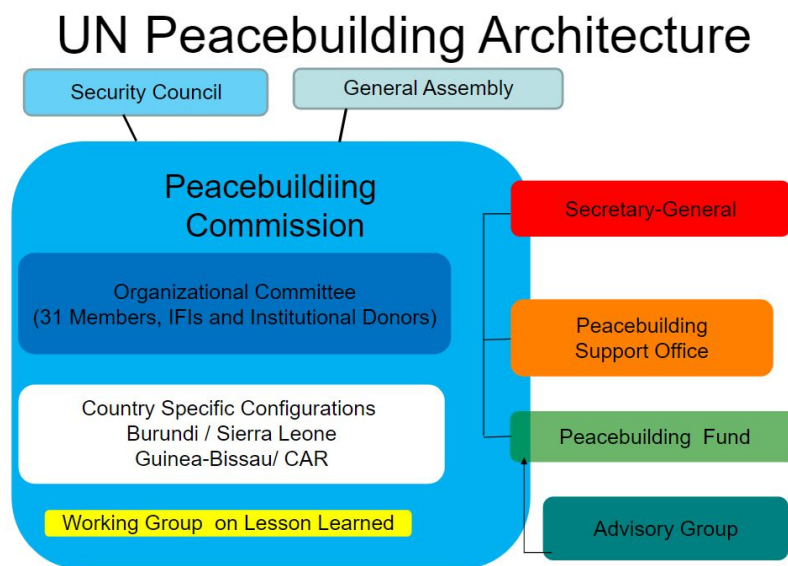
### Mai 2001

Le PNUD fonde le Bureau pour la Prévention et Récupération de Crise, et vise également principalement la réhabilitation post-conflit.

### 2005

Création de la nouvelle Commission de consolidation de la paix. Elle dépend de l'Assemblée générale et du Conseil de Sécurité de l'ONU.

## TRAITES ET ÉVÉNEMENTS PERTINENTS DE L'ONU



### Le Fonds des Nations Unies pour la consolidation de la paix:

Il s'agit d'un fond fiduciaire permanent pluriannuel pour la consolidation de la paix après les conflits, créé en 2006 par le Secrétaire général des Nations Unies à la demande de l'Assemblée générale des Nations Unies avec un objectif de financement initial de 250 millions de dollars. Le fonds a été créé en reconnaissant que parmi les obstacles à une consolidation de la paix réussie figure la rareté des

ressources, en particulier des ressources financières. Il vise donc à apporter un soutien essentiel pendant les premières étapes d'un processus de paix.

### Commission de consolidation de la paix des Nations Unies

La Commission de consolidation de la paix (PBC), créée en 2005 à New York, est un organe consultatif intergouvernemental qui appuie les efforts de paix dans les pays touchés par un

conflit et constitue un ajout essentiel à la capacité de la communauté internationale dans le cadre du vaste programme de paix. Le PBC est composé de 31 États membres, élus par l'Assemblée générale, le Conseil de sécurité et le Conseil économique et social.

### Les accords de Bretton Woods

Les accords établis en 1944 au New Hampshire consistent à réorganiser le système monétaire mondial en créant notamment le fond monétaire international (FMI). De plus, ses accords favorisent les pays touchés par la guerre avec la banque internationale pour la reconstruction et le développement.

## SOLUTIONS POSSIBLES

Tenant compte des enjeux spécifiques et des difficultés auxquels doivent faire face les zones post-conflit, plusieurs solutions peuvent être envisagées, telles que:

- Une **aide sociale et psychologique** au sein de ces pays en situation post-conflit, afin d'aider les populations traumatisées par des années de guerre, notamment pour les soldats mais aussi les civils. Cela pourrait se faire par des organisations humanitaires, possédant des spécialistes de ces questions, comme médecin sans frontière.
- Le **rapatriement des réfugiés** du pays pour leur assurer la sécurité sur d'autres territoires, par des organes comme l'UNHCR (Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés).
- Des **aides financières versés par les ONG** qui permettraient la reconstruction du pays, et plus particulièrement des infrastructures (habitations, écoles, hôpitaux...). Ces flux doivent tout de même être contrôlés par les organisations internationales pour qu'ils soient donnés aux populations réellement en besoin, et non pas à la minorité possédant le pouvoir politique.
- La **suggestion du déploiement d'une force militaire** comme les casques bleus par au Conseil de Sécurité pour maintenir la paix et une stabilité dans le pays afin d'éviter des guerres futures. Cela passe par un contrôle de la circulation des équipements militaires, un gouvernement stable et une sécurité garantie pour tous.
- **La mise en place d'un conseil économique international** qui contrôlera et ciblera des fonds versés par la BIRD ou les autres organisations.
- Un relèvement économique local pour dégager des possibilités d'emplois et faciliter la réintégration d'un point de vue social à travers la mise en place de **programmes spécifiques de développement durable** et ainsi investir dans l'avenir.
- **Le soutien aux politiques** économiques (politiques macroéconomiques, politiques actives du marché du travail visant à soutenir les investissements et la création d'emplois) pour l'emploi en encourageant la création d'engagements internationaux afin d'assurer l'efficacité des programmes pour ainsi consolider la paix.
- Une **aide internationale** qui pourrait apporter du soutien au développement des pays et renforcer la coopération internationale. Cela pourrait se faire par le biais du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD, créé en 1965) par exemple

- Une mise en place d'un **nouveau système éducatif** pour promouvoir et améliorer l'éducation par l'intermédiaire d'investissements publics mais aussi privés. Cela donnerait de nouvelles opportunités pour les plus jeunes, qui représentent le futur de ces pays.
- Une restauration d'un **système judiciaire** ainsi que la mise en oeuvre de réformes dans le **système carcéral** pour éviter les inégalités de traitements et assurer une justice juste, mais également engager d'éventuelles procès contre les coupables de crimes pendant la guerre (comme c'était le cas du Procès de Nuremberg en 1945-1946).

Par conséquent, il serait nécessaire d'établir une étroite **collaboration entre les pouvoirs publics, la communauté internationale**, les **ONG** afin d'élaborer des programmes sociaux les plus efficaces que possible.

## BIBLIOGRAPHIE

<https://www.un.org/peacebuilding/commission>

<https://www.cairn.info/revue-herodote-2015-3-page-6.htm#>

<https://www.un.org/press/fr/2019/ecosoc7006.doc.htm>

<https://www.banquemondiale.org/fr/topic/fragilityconflictviolence/overview>

<https://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2020/02/27/eliminating-extreme-poverty-requires-urgent-focus-on-fragile-and-conflict-affected-countries>

<https://www.un.org/peacebuilding/supportoffice>

<https://www.un.org/peacebuilding/commission>

<https://www.cairn.info/revue-herodote-2015-3-page-6.htm?contenu=article>